L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 DECEMBRE 1847.

Imprimé et publié par
MAHAN & WEISSE,
No. 81 rue de Chartres, et No. 13 rue du Camp.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 9 DECEMBRE.

☞ Ce jour étant celui que le Gouverneur a fixé comme JOUR D'ACTIONS DE GRACES pour la Louisiane, l'*Abeille* ne paraîtra pas demain.

LA MALLE DU NORD a manqué hier au-delà de Montgomery. Nous voici arrivés maintenant à la saison où l'irrégularité est l'état normal du service. Nous nous estimerons heureux quand nous recevrons la malle trois fois par semaine.

☞ L'absence de la malle depuis deux jours nous laisse sans nouvelles de New-York et par conséquent sans avis de l'arrivée du paquebot français à vapeur l'*Union*. D'après les dernières nouvelles du Havre, ce navire devait bien positivement partir le 10 novembre. Il n'était pas à New-York le 28; mais il n'a pu tarder beaucoup après cette date, et si la malle arrive aujourd'hui, nous avons de grandes chances pour avoir les correspondances et les journaux qu'il a dû nous apporter.

Le *Courrier* était hier en goût de paradoxes et s'en est donné à cœur joie. Il prétend, et la chose est assez bouffonne pour qu'on la relève, il prétend que si nous nous prononçons énergiquement en faveur de la candidature présidentielle du général Taylor, avant d'avoir arboré ce nom glorieux en tête de nos colonnes, c'est que nous avons envie de jouer quelque mauvais tour au brave guerrier, c'est que nous voulons "tendre un piège aux électeurs du parti démocrate". Le *Courrier* nous fait honneur d'un machiavélisme raffiné auquel notre modestie a coup sur n'aurait jamais osé prétendre. Nous ne faisons pas d'ordinaire sous bon marché des illustrations de notre pays; et nous avouons sincèrement qu'en fait de bonne politique, nous ne connaissons que la franchise.

Si nous appelons une manifestation populaire en faveur du général TAYLOR, c'est que notre vœu le plus ardent est de voir ce grand et digne citoyen porté à la Présidence; c'est qu'à notre avis il a des titres réels et bien établis à la sympathie du peuple, c'est qu'en un mot notre conviction profonde est que lui ne ment pas plus que lui la haute dignité où nous voudrions le voir atteindre. Si en même temps, nous nous sommes abstenus d'imprimer son nom en tête de notre feuille, c'est que cela nous semble une formalité qui n'a de valeur que lorsqu'un candidat a été adopté officiellement par le parti auquel on appartient ou par la masse de ceux qui ont les mêmes préférences que le journal. Cette formalité ne crée pas un engagement de plus, c'est notre langage, à l'égard du général TAYLOR, a toujours été assez clair, assez net, assez formel, pour qu'il soit impossible à nos lecteurs de douter de la sincérité de nos dispositions et de nos souhaits.

Mais qu'importe, après tout, les hypothèses saugrenues du *Courrier*? Nous voulions ne les prendre qu'en plaisantant, et voilà que nous nous sommes laissés aller à y répondre par un paragraphe sérieux. Eh! mon Dieu, c'est assez naturel, nous attachons un tel intérêt au succès de la candidature du général TAYLOR, que nous ne saurions traiter légèrement rien de ce qui y rapporte.

Le *Bulletin* croit, comme nous, que la Louisiane doit manifester la première et préférence pour le général TAYLOR comme candidat à la Présidence. Il pense en outre, et nous sommes de son avis, que la paroisse d'Orleans doit donner le signal des manifestations. Que l'on songe donc à convoquer prochainement une assemblée des partisans du vieux "Rough and Ready."

Le *Rough and Ready* de Plaquemine, Iberville, approuve la proposition que nous avons faite de tenir une Convention le 22 février pour nommer un ticket électoral favorable au général Taylor.

SÉNATEUR DES ÉTATS-UNIS—Un ou deux journaux de la campagne proposent pour le poste de Sénateur des Etats-Unis, le gouverneur Johnson.

MEXIQUE—Par les navires *Doukatton* et *Tokmaroo*, venant de Vera-Cruz, d'où ils ont fait voile le 23 novembre, nous apprenons que tout était parfaitement tranquille dans cette ville, et que l'on y attendait, le 24, la malle de Mexico. Le prochain arrivage nous apportera donc des nouvelles de la capitale et sur l'état de nos troupes.

HAVANE—Le paquebot à vapeur anglais *Tayoe* qui a touché dimanche dernier à l'île aux Vaisseaux, nous a apporté nos journaux de la Havane jusqu'au 1er courant. Il ne nous fournissent aucune nouvelle locale de quelque intérêt. L'un d'eux nous fournit les chiffres des exportations et des exportations de l'île de Cube durant l'année 1846. Les premières se sont élevées à $22,625,399 et les secondes à $22,000,588. C'est une décroissance assez considérable sur les chiffres de 1845.

Nous recevons par cette voie quelques nouvelles du Yucatan. Les Indiens se sont emparés de la petite ville de Tihosuco, après vingt-quatre heures d'un combat acharné; la garnison, accompagnée de la population, s'est retirée vers Izimal.

Les dates de Porto-Rico sont du 17 novembre. Un ouragan a causé de grands ravages dans cette île.

THÉATRE AMÉRICAIN—Il y a un fait que nous sommes abstenus d'enregistrer, c'est la rentrée de MlLe BLANC, au Théâtre de la rue Poydras; c'est que ce soir-là il y avait salle comble; c'est que le public d'outre-Canal avait un empressement plein de bon goût à venir saluer la bienvenue à la ravissante danseuse. Elle ne donnait cependant que le moins brillant de ses ballets. Mais ne suffisait-il pas qu'elle se montrât de ce côté, pour attirer tous ceux qui savent si vivement l'apprécier l'un dernier? On n'allait point pour la pièce, on allait pour saluer une artiste favorite. N'est-elle fait que donner un pas, n'eut-elle fait qu'apparaître un instant, il en eut été de même. Le public connaît parfois la gratitude.

Le succès de la première soirée est d'ailleurs une garantie pour les suivantes. Celles-ci offriront par le choix des ballets un intérêt plus vif. La *Sylphide* est comme *Giselle* un triomphe pour MlLe BLANCY; et le *Diable boiteux*, vif et spirituel scenario qu'elle remplira à ravir, présentera une nouveauté de l'attrait le plus piquant. Je le pense, en finissant ces quelques lignes, de vous recommander de voir si l'affiche du Théâtre Américain ne porte pas le nom de Mlle BLANCY. Si vous l'y voyez, je suis sûr que vous vous dirigerez ce soir vers la rue Poydras, même quand il serait le déplorable temps d'hier.

TÉLÉGRAPHE MAGNÉTIQUE—Les habitans de Bâton Rouge ont tenu jeudi dernier une assemblée dans laquelle ils ont délibéré sur les mesures à prendre pour assurer l'établissement dans leur ville d'un bureau de la ligne télégraphique qui va de la Nouvelle-Orléans à Louisville. Des résolutions ont été adoptées en faveur de la mesure, et un comité a été nommé pour constater les dispositions des habitans de la paroisse sur ce sujet.

UN NOUVEAU CANDIDAT POUR LA PRÉSIDENCE—Les citoyens de Saint-Augustin, Texas, proposent le général Sam. Houston pour la Présidence des Etats-Unis. Est-ce que le vainqueur de San Jacinto voudrait lutter contre celui de Buena-Vista? Ce serait assez curieux.

UN EX-PRÉSIDENT—M. Tyler n'a pas besoin de voyager incognito pour éviter l'empressement de ses concitoyens. Il peut aller, venir, rester, sans qu'on s'occupe plus de lui que s'il n'avait jamais figuré dans le monde politique. Cet oubli complet, cette indifférence absolue de la part du peuple, n'est-ce pas en elle-même une grande leçon pour les hommes politiques qui trahissent leur parti?

MOBILE—Les whigs de Mobile ont emporté leurs élections municipales par une forte majorité. Le candidat whig au poste de Maire, J. W. L. Childers, l'a emporté de 263 sur son concurrent locofoco, J. B. Todd. Le corps des aldermen se compose de 11 whigs et de 3 locofocos. Mobile est décidée à ne jamais abandonner la même voie.

IBERVILLE—La sucrerie de M. John Navy, située près de Bayou-Goula, a été consumée par le feu dans la nuit du 29 novembre. Soixante boucauts de sucre ont été en même temps consumés.

SUCRE—On lit dans le *Courrier de Bâton-Rouge*: "Nos planteurs travaillent activement à la coupe; car ils craignent le retour du froid. Les dernières gelées ont fait grand tort aux cannes. Par malheur beaucoup de planteurs n'ont pas la moitié rentré." Le *Bonnière de Franklin* nous apprend que le thermomètre est descendu jusqu'à 32 dans la nuit.

Chronique Locale.

JOUR D'ACTIONS DE GRACE—C'est aujourd'hui le jour d'actions de grâce. Des prières seront faites dans toutes les églises. Ce sera probablement un jour de repos comme le dimanche.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT. — Le juge McHenry n'a pas connaissance que de causes civiles. Le shérif prépare actuellement les listes du jury.

RECORDER BALDWIN.—Mathew Conderon et Bernard Dunn comparaissaient hier devant le Recorder Baldwin. Ils sont accusés d'avoir assailli et terrassé un *watchman*. Le Recorder leur a fait fournir un cautionnement de $500 pour répondre de leur comparution devant la Première Cour de District.—Mathew Plunkett a été renvoyé pardevant le même tribunal, et a dû fournir un cautionnement pour obtenir sa mise en liberté provisoire. Il est accusé de voies de fait.—Le Recorder, par suite de l'absence du plaignant, a mis en liberté Thomas Kelly, James Gallagher, Hannah Smith et Bridget Kelly, accusés d'un vol de $65.

LE NOUVEAU RECORDER—M. Clément Rames, nouvellement élu recorder, viendra occuper son siège ce matin, à 10 heures. Il n'y a que des éloges à adresser à M. Barbe qui a rempli par interim les fonctions de recorder. Il a fait preuve à la fois de modération et de fermeté, deux belles qualités chez un magistrat.

RECORDER PAR INTERIM BARTHE—M. John Lapeley a déclaré hier sous serment qu'avant-hier, dans la soirée, des voleurs se sont introduits dans son magasin, 27, rue Chartres, et lui ont enlevé des pièces de mousselines et de toiles environ vingt-huit piastres. M. Lapeley ayant signalé deux individus, James Williams et James Hammond, comme les auteurs présumés du vol, le recorder les a renvoyés pardevant la Première Cour de District.—Sur la demande de Abraham Aaron, dont on a volé la malle, le recorder a ordonné qu'une visite domiciliaire eût lieu chez un individu nommé Adolphe Davis.

RECORDER SEUZENEAU—Hier matin, à la suite de quelques paroles échangées au marché du Port, dans la 3me Municipalité, entre un individu nommé Joseph Miller et la femme de couleur Betsy, Marie Catherine, celle-ci croyant sa vie en danger courut au bureau du recorder Seuzeneau et déposa une plainte contre Miller. Le prévenu a fourni un cautionnement pour répondre de sa prochaine comparution.—Mme Pierquois Cornier a aussi l'adresse Congoit d'une plainte contre un nommé Viner: celui-ci est accusé d'avoir forcé la porte du jardin de la plaignante, d'avoir détruit toutes ses plantes, et de l'avoir ensuite assaillie elle-même. Un mandat d'arrêt a été décerné contre Vinet.

CINQUIÈME COUR DE DISTRICT—Le jury, dans l'affaire de Pierre Ibos, accusé de fraude par ses créanciers, a rendu hier très tard un verdict d'acquittement.

COUR DE DISTRICT DES ÉTATS-UNIS—Une affaire de la plus haute importance pour la ville, s'est décidée hier pardevant cette Cour. C'est celle de la ville de Philadelphie et de la Nouvelle-Orléans contre les Etats-Unis, réclamant environ trois cent mille arpents de terre située dans les limites de cet Etat, et dont la valeur s'élève à près d'un million de piastres. Cette terre avait été laguée aux demandeurs par feu Stephen Girard. L'affaire a duré toute la journée entière, et ce n'est qu'hier après-midi, qu'elle a eu une solution. Le jury a rendu un verdict sur tous les points en faveur des demandeurs. Les avocats qui représentaient les deux corporations, étaient MM. Soulé et Strawbridge. J. G. Durant représentait les Etats-Unis.

QUI A BU, BOIRA.—Hier, L..., racontait à la Bonne qu'un de ses amis, homme bien connu et que chacun a pu ramasser le soir, irre au coin d'une borne, quand ce n'est pas le watchman, avait pris une grande résolution. Il ne veut plus boire. Passant ces jours derniers devant une barre, il eut la tentation d'y entrer.

—Non, s'écria-t-il, non, je ne dois plus boire, je l'ai juré à tous mes amis.—Mais cependant, personne ne le saura.—Eh bien! tant mieux, le sacrifice est plus noble, ma conscience sera plus tranquille.

Puis il passa fièrement, bravement, et au lieu de vingt pas à peu près, il refait ainsi son monologue.

—Ah! pour le coup, voilà qui est bien, tu as honte de la tentation, mon garçon, je puis t'adresser ces paroles mémorables du grand empereur X..., je suis content de toi, tu as fait une belle action. Aussi, pour te récompenser, je vais te payer un verre de claret.

Et, le soir, on retrouvait notre stoïcien, couché de tout son long dans la rue St Louis.

DE LA MORALITÉ ACTUELLE.—C'est, dit le *Corsaire de Paris*, un je ne sais quoi qu'il n'en de commun avec la vraie, la vieille et la bonne morale.

Voici les axiômes qui découlent en droit fil de la morale courante:

Le plus malin attrape l'autre.

Le peuple est fait pour être conduit par le bout du nez.

Il faut couper l'herbe sous le pied d'autrui et mettre son pied dans le soulier de son voisin.

L'homme absurde est celui qui ne change jamais.

On peut, sous des prétextes honorables, se passer un million et d'avoir la capitainerie de Grenade, en restant à Madrid. A ce prix, il donnait les moyens à la formation d'un ministère progressiste. M. Bulwer se hâta d'écrire à lord Palmerston pour qu'il l'autorisât à faire le marché. Ce retard fut une faute.

Un ami de Narvaez, qui savait les désirs de Serrano, alla trouver l'agent principal de Christine, et lui dit:

"Que perdez-vous le temps, dans une attente vaine? vous avez apporté de l'argent de France. Quand vous achèteriez dix régiments, à 100,000 fr. pièce, le prix d'usage, que ferez-vous de ces officiers et de ces soldats? Avec ce million, vous pouvez avoir Serrano; avec Serrano, la reine; avec la reine, le pouvoir. Agissez, et agissez vite!"

Narvaez a vu ses espérances s'évanouir. Le mariage de la reine, invitée par Serrano à bien accueillir Narvaez, objecte la manière dont elle l'avait reçu au commencement du mois dernier. Serrano lui répondit que le duc de Valence était supposé un serviteur dévoué, qui n'ignorait pas que les ravages de l'autorité donnaient des mouvements d'humeur, heureusement passagers; que Narvaez était le seul homme qui pût la protéger contre une conspiration qui s'ourdissait entre les progressistes pour s'emparer du ministère malgré la reine elle-même.

Isabelle crédule, avec Serrano, c'était son habitude. Après que Serrano eût reçu son argent, le 3 octobre, la reine fit appeler Narvaez et lui donna pleins pouvoirs pour former un ministère.

Tout cela se fit le 3, au soir, et si brusquement, que le même jour, quelques heures avant ce revirement d'influence, Narvaez écrivait à sa femme qu'il partirait de Madrid le 5, et qu'il serait dans dix jours auprès d'elle à Paris. Mme Narvaez a montré la lettre à plusieurs personnes, ignorant que son mari devenait président du conseil lorsque cette lettre avait à peine quitté Madrid.

Après l'accomplissement des principales clauses du contrat, il restait à Narvaez à reconcilier provisoirement la reine avec le roi, pour mettre les apparences de la moralité de son côté. Pour cela, il était nécessaire de séparer Isabelle de Serrano. L'acte de renvoi, du 6 octobre, n'était pas difficile; Serrano commençait à l'ennuyer. Narvaez fit savoir adroitement à S. M. que Serrano avait consenti à s'éloigner d'elle pour une forte somme d'argent. Devait-elle trahir à un homme aussi indigne de bonnes? Isabelle fugitive, ne voulait plus revoir Serrano, et elle lui le prouvait à déplorer qu'elle soupçonnât avec beaucoup de plaisir le roi des Français, ce malheureux Paquo qu'elle crible, abscès, des plus amers sarcasmes, depuis six mois, de vœux sincères contraires, même envers Serrano.

La réconciliation s'est faite, à Madrid, il n'y a pas un Espagnol d'un peu de bon sens qui ne soit convaincu qu'elle ne durera point.

Les deux époux se détestent; ils sont d'une humeur différente, et leur mariage est désormais impossible et sans limite, et le cœur a coulé.

ESPAGNE—Les derniers événemens de Madrid ont été si singuliers et si brusques, qu'il doit être permis de les envisager à loisir, après en avoir repris le récit, après leur avoir surtout restitué des détails peut connus des personnes qui n'ont pas la faculté de soulever un coin du rideau qui cache la comédie espagnole, dont tous les acteurs, même les principaux, ne sont pas, comme on sait, au bord du Manzanarès.

L'ambassadeur d'Angleterre a beaucoup d'influence avec les progressistes. Le malheur de la France veut que son gouvernement ait partout montré des sympathies pour l'absolutisme. L'Angleterre a choisi un rôle différent. Partout où le progrès se montre, l'Angleterre lui donne la main. Le parti des progressistes s'est vu repoussé par la France et caressé par les Anglais, faut-il lui en vouloir de s'être tourné vers ceux-ci? Cette démèche pas que les libéraux espagnols soient Espagnols avant tout, et recherchent, d'abord, ce qui est utile et glorieux pour leur pays.

M. Bulwer donc voulait un ministère progressiste, et il voyait dans l'avènement de ce cabinet un moyen de servir les vues particulières de la Grande-Bretagne. A ses yeux, l'Angleterre devait même faire des sacrifices, et cela était nécessaire, pour arriver à ce résultat. Serrano, qui n'était pas aime des modérés, n'était que médiocrement l'ami du parti opposé, et l'on savait depuis longtemps qu'Espartero lui était fort antipathique. Il fallait donc vaincre les répugnances du favori de la reine. Par quel moyen? M. Bulwer sut que l'ambition de Serrano était de posséder un million et d'avoir la capitainerie de Grenade, en restant à Madrid. A ce prix, il donnait les moyens à la formation d'un ministère progressiste. M. Bulwer se hâta d'écrire à lord Palmerston pour qu'il l'autorisât à faire le marché. Ce retard fut une faute.

Un ami de Narvaez, qui savait les désirs de Serrano, alla trouver l'agent principal de Christine, et lui dit:

"Que perdez-vous le temps, dans une attente vaine? vous avez apporté de l'argent de France. Quand vous achèteriez dix régiments, à 100,000 fr. pièce, le prix d'usage, que ferez-vous de ces officiers et de ces soldats? Avec ce million, vous pouvez avoir Serrano; avec Serrano, la reine; avec la reine, le pouvoir. Agissez, et agissez vite!"

Narvaez a vu ses espérances s'évanouir. Le mariage de la reine, invitée par Serrano à bien accueillir Narvaez, objecte la manière dont elle l'avait reçu au commencement du mois dernier. Serrano lui répondit que le duc de Valence était supposé un serviteur dévoué, qui n'ignorait pas que les ravages de l'autorité donnaient des mouvements d'humeur, heureusement passagers; que Narvaez était le seul homme qui pût la protéger contre une conspiration qui s'ourdissait entre les progressistes pour s'emparer du ministère malgré la reine elle-même.

Isabelle crédule, avec Serrano, c'était son habitude. Après que Serrano eût reçu son argent, le 3 octobre, la reine fit appeler Narvaez et lui donna pleins pouvoirs pour former un ministère.

Tout cela se fit le 3, au soir, et si brusquement, que le même jour, quelques heures avant ce revirement d'influence, Narvaez écrivait à sa femme qu'il partirait de Madrid le 5, et qu'il serait dans dix jours auprès d'elle à Paris. Mme Narvaez a montré la lettre à plusieurs personnes, ignorant que son mari devenait président du conseil lorsque cette lettre avait à peine quitté Madrid.

Après l'accomplissement des principales clauses du contrat, il restait à Narvaez à réconcilier provisoirement la reine avec le roi, pour mettre les apparences de la moralité de son côté. Pour cela, il était nécessaire de séparer Isabelle de Serrano. L'acte de renvoi, du 6 octobre, n'était pas difficile; Serrano commençait à l'ennuyer. Narvaez fit savoir adroitement à S. M. que Serrano avait consenti à s'éloigner d'elle pour une forte somme d'argent. Devait-elle trahir à un homme aussi indigne de bonnes? Isabelle fugitive, ne voulait plus revoir Serrano, et elle lui le prouvait à déplorer qu'elle soupçonnât avec beaucoup de plaisir le roi des Français, ce malheureux Paquo qu'elle crible, abscès, des plus amers sarcasmes, depuis six mois, de vœux sincères contraires, même envers Serrano.

La réconciliation s'est faite, à Madrid, il n'y a pas un Espagnol d'un peu de bon sens qui ne soit convaincu qu'elle ne durera point.

Les deux époux se détestent; ils sont d'une humeur différente, et leur mariage est désormais impossible et sans limite, et le cœur a coulé.

Mais ne parlons pas politique, ce n'est pas notre domaine. Nous voulions seulement dire quelques mots du procès qui se déroule en ce moment devant la Cour de District de la Nouvelle-Orléans, et dont le public s'occupe beaucoup. Nous ne pouvons pas, en effet, nous dispenser de parler d'une affaire qui, depuis quelques jours, occupe toutes les bouches, et qui, dans quelques jours, sera le sujet de toutes les conversations